



# BERLIN ECO

## BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ALLEMAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BERLIN

N° 12 – 13 juin 2022

### Sommaire

#### Actualité économique:

- Environnement macro-économique : inflation
- Politique budgétaire : budget 2022 / fonds défense
- Politiques sociales : salaire minimum / inégalités

#### Actualité financière :

- Marché financiers : placements ESG / Comité « Finances durables »
- Régulation financière : assurance catastrophes naturelles / « *Unhosted Wallets* »
- Banques et assurances : DWS / Deutsche Bank / HRE / terminaux de paiement / Allianz

### ACTUALITE ECONOMIQUE

#### Environnement macroéconomique

D'après une première estimation de [Destatis](#), l'inflation s'est accélérée en Allemagne en mai, à 7,9 % (IPC) en glissement annuel contre 7,4 % en avril, principalement tirée par la hausse du prix de l'essence et des denrées alimentaires. Alors que la [Bundesbank](#) table désormais sur une inflation annuelle moyenne de 7,1 %, il apparaît que les [salaires réels](#) ont déjà reculé de 1,8 % au premier trimestre 2022.

#### Politique budgétaire

Le [Bundestag](#) et le Bundesrat ont adopté le projet définitif de loi de finances 2022, incluant le budget supplémentaire présenté le 27 avril. C'est le premier budget de la coalition « Ampel ». Les

dépenses du Bund pour 2022 y ont été revues à la hausse à 495,8 Md€, tandis que les recettes fiscales avaient elles-mêmes été révisées à la hausse mi-mai (345,2 Md€). Les investissements s'élèvent à 50,8 Md€. La prévision de déficit 2022 s'établit à 138,9 Md€, soit 3,75 % du PIB, et la prévision d'endettement public 2022 à 66,75 % du PIB. La coalition s'est félicitée d'un budget dans lequel les dépenses d'éducation, de politique sociale et d'investissements sont en hausse, tandis que le budget supplémentaire présenté en avril doit permettre de protéger les ménages et entreprises des conséquences de la guerre en Ukraine. Le retour du frein constitutionnel à l'endettement, qui limite l'endettement structurel du Bund à 0,35 % de PIB, est prévu pour 2023.

En parallèle, le [Bundestag](#) et le Bundesrat ont adopté le Fonds spécial pour la défense de 100 Md€, qui sera exclusivement destiné à la

#### LE CHIFFRE À RETENIR

7,9 %

Taux d'inflation en Allemagne en mai, d'après une première estimation de l'Office fédéral des statistiques (Destatis).

Bundeswehr. Grâce à une révision de la Loi fondamentale, ce dernier déroge au frein constitutionnel à l'endettement. Conjointement au budget fédéral de la défense, il doit permettre à l'Allemagne d'atteindre, en moyenne sur plusieurs années, l'objectif fixé par l'OTAN de consacrer 2 % du PIB à la défense. Une initiative visant à accélérer les acquisitions doit être lancée avant les vacances parlementaires d'été.

## Politiques sociales

Le Bundestag a voté le 3 juin la revalorisation du salaire minimum à 12 € au 1<sup>er</sup> octobre dont bénéficieront 6,2 M de salariés. Elle sera suivie d'un retour au dispositif de revalorisation classique en lien avec la commission du salaire minimum. Le plafond mensuel de rémunération des petites activités dites « mini-jobs » est relevé (à 520 € brut ; 450 € auparavant), celui des midi-jobs (emplois rémunérés au-dessus du plafond des mini-jobs et soumis à cotisations sociales progressives) augmente à 1 600 € (brut, contre 1 300 € auparavant).

Une étude du DIW estime la progression réelle du salaire horaire (brut) à 11 % depuis 1995 (à 19,40 € l'heure en 2020). L'inégalité des salaires horaires (mesurée par le rapport entre les salaires horaires des 10 % de personnes les mieux rémunérées et ceux des 10 % de personnes les moins bien rémunérées) a reculé sensiblement depuis 2012, retrouvant le niveau du début des années 2000. L'inégalité des salaires mensuels reste élevée ; elle s'explique notamment par la part élevée des temps partiels et des petites activités dites mini-jobs.

## ACTUALITE FINANCIERE

### Marchés financiers

Selon le *Forum Nachhaltige Geldanlagen* (FNG), la part des placements financiers respectant les critères ESG (sur la base des articles 8 et 9 du règlement sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers) représente en 2021 9,4 % de l'ensemble des placements en Allemagne. Chez les investisseurs privés, ce type de placement a augmenté de 230 % et atteint 131,2 Md€ ; chez les investisseurs institutionnels, la hausse est de 21 % et atteint 232,8 Md€.

Le nouveau « Comité Finances durables » (« Sustainable Finance-Beirat ») a été reconstitué officiellement le 10 juin sous une forme comparable à celle qu'il avait lors de sa création en 2019 : il est composé de 34 membres (au lieu de 38) et de 19 observateurs (organisations et autorités dont la BaFin et la Bundesbank). Il conseillera le gouvernement fédéral sur le développement et la mise en œuvre de sa stratégie de financement durable. Les présidents sont Silke Stremlau (PDG des *Hannoversche Kassen*) et Christian Heller (PDG de *Value Balancing Alliance*).

### Régulation financière

Les ministres de la Justice des Länder se prononcent en faveur d'une assurance habitation obligatoire (comprenant les dégâts dus aux catastrophes naturelles). La branche s'y opposant toujours et préférant un procédé d'« opt-out », le gouvernement fédéral devra prendre position. Aujourd'hui, environ 50 % des habitations sont couvertes.

Dans le cadre de la révision des règlements MiCA et TFR, le gouvernement allemand s'oppose à une proposition du Parlement européen sur l'obligation de vérification de l'identité des donneurs d'ordre et des bénéficiaires de portefeuilles auto-hébergés (« Unhosted Wallets ») ainsi que sur la déclaration automatique de tous les transferts de et vers les *unhosted wallets* à partir d'un certain seuil.

### Banques et assurances

Stefan Hoops, jusqu'à présent directeur de la banque d'entreprise de Deutsche Bank, remplacera à compter du 9 juin Asoka Wöhrmann au poste de Directeur Général du groupe DWS, gestionnaire d'actifs qui appartient à près de 80 % à Deutsche Bank. La veille de cette nomination, une importante perquisition pour soupçons d'écoblanchiment avait eu lieu dans les locaux de Deutsche Bank et de DWS.

Deutsche Bank a proposé à ses 1 500 informaticiens basés à Moscou et Saint-Petersbourg de les employer à Berlin, notamment dans le nouveau centre technologique que la banque vient d'ouvrir pour développer des applications destinées à la banque d'investissement et à la banque d'entreprise. Deux tiers des 1 500 informaticiens

russes travaillaient déjà pour la banque d'investissement.

L'agence financière allemande, qui gère le fonds de stabilisation des marchés financiers (FMS) auquel appartient la banque Hypo Real Estate (HRE) depuis 2009, a annoncé le [règlement à l'amiable de 96 % du volume des plaintes](#) des anciens actionnaires de la banque. Ils percevront 190 M€ alors que le montant du litige s'élevait à 930 M€ plus 535 M€ d'intérêts légaux.

La BaFin, la Bundesbank et la confédération bancaire examinent la panne qui sévit depuis le

24 mai sur les terminaux de paiement équipés du lecteur de cartes H5000 de l'américain Verifone. 100 000 terminaux de paiement, soit un appareil sur dix en Allemagne, seraient pourvus de ce logiciel.

[Allianz](#) cède à Interholding LLC, propriétaire de Zetta Insurance, la majorité de ses filiales en Russie. Elle conserve toutefois 49,9 % des parts de la nouvelle entreprise. La transaction pèsera à hauteur de 400 M€ dans les comptes de résultat d'Allianz.

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Berlin.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Berlin  
Directeur de la publication : Claire Thirriot-Kwant  
Revu par : François Gautier  
Rédacteurs : Anita Gandon, Lucie Petit, Laurence Rambert et François Brunet

Pour s'abonner :  
Crédits photo :

berlin@dgtresor.gouv.fr  
©JFL Photography